

Barennas.

1822

Galos

DH. 309

# PLAIDOYER

POUR

M. GALOS,

NÉGOCIANT,

AGISSANT COMME MANDATAIRE DE MM. ZUFIRIA ET ELORTZ, DE LA COROGNE;

CONTRE

MM. LES ASSUREURS

DU NAVIRE *LA TRINIDAD*;

PRONONCÉ DEVANT LA SECONDE CHAMBRE

DE LA COUR ROYALE.

DE BORDEAUX,

A L'AUDIENCE DU 11 JUILLET 1822.



A BORDEAUX,

CHEZ PINARD, IMPRIMEUR, GRAVEUR ET FONDEUR EN CARACTÈRES,

FOSSÉS DE L'INTENDANCE, N°. 7.



D

41309

( )

MANIOC.009

Bibliothèque municipale de Bordeaux



Manioc

PLAIDOYER

POUR

M. GATOS

ACCUSÉ

AGENTS CHARGÉS DE LA RECHERCHE DES ÉLÉMENTS D'INSTRUCTION

CONTRE

M. GATOS

DE LA RECHERCHE DES ÉLÉMENTS D'INSTRUCTION

PROJETS DE DÉCRET EN VERTU DESQUELS

DE LA COUR ROYALE

DE BORDEAUX

A L'AUDIENCE DU 17 JUILLET 1892



IMPRIMERIE

CHATELAIN, IMPRIMEUR, 10, RUE DE LA CLAYE, BORDEAUX

10, RUE DE LA CLAYE, BORDEAUX



# PLAIDOYER

POUR

M. GALOS,

NÉGOCIANT,

AGISSANT COMME MANDATAIRE DE MM. ZUFIRIA ET ELORTZ, DE LA COROGNE;

CONTRE

MM. LES ASSUREURS

DU NAVIRE *LA TRINIDAD*;

PRONONCÉ DEVANT LA SECONDE CHAMBRE

DE LA COUR ROYALE

DE BORDEAUX,

A L'AUDIENCE DU 11 JUILLET 1822.

*Doit-il être permis à l'assureur de rompre la clause du contrat qui contient l'estimation des facultés soumises à l'assurance?*

TELLE est la question de ce procès.

Une maison espagnole de la Corogne, MM. Zufiria et Elortz, avait armé la *Trinidad*, dans l'objet d'aller à la côte



d'Afrique faire la traite des nègres, et les transporter ensuite à la Havane.

Le navire fut en effet expédié avec une cargaison propre à la traite.

La maison espagnole donna ensuite l'ordre au sieur Galos, négociant à Bordeaux, de faire assurer une somme de 150,000 fr. sur le corps et les facultés du navire.

Deux polices d'assurances furent en conséquence souscrites à Bordeaux, les 15 avril et 22 juin 1819.

L'assurance, comprenant tous les risques sans exception, sauf la mort naturelle des noirs, le sieur Galos fut obligé de consentir à une prime très-forte qui s'éleva, pour une partie, à 26  $\frac{1}{4}$  p.  $\frac{1}{100}$ , et pour l'autre, à 30  $\frac{1}{4}$ .

On dut insérer dans les polices, conformément à la loi et à l'usage, l'estimation du navire et des facultés.

Cette estimation était surtout nécessaire dans une opération de traite, où la chose assurée devait changer de nature et de valeur pendant le cours du voyage; et il importait à l'assuré que le règlement de cette valeur fût fixé d'une manière invariable pour toute la durée du risque.

En conséquence, on détermina dans les polices l'estimation du navire à 60,000 fr., et celle des facultés à 90,000 fr.;



et pour que cette fixation demeurât irrévocablement arrêtée, on stipula, ainsi que cela se pratique fréquemment, la convention suivante, qui est écrite dans les mêmes termes dans les deux polices.

« Le bâtiment et armement demeurent évalués, de gré à  
 » gré avec nous, à la somme de 60,000 fr., et la cargaison  
 » à celle de 90,000 fr. Pour vous tenir lieu du capital  
 » *pendant la durée de nos risques*, nous vous dispensons,  
 » en cas de perte, de nous rapporter d'autres preuves de la  
 » *valeur et propriété dudit bâtiment et de la cargaison, que*  
 » *la présente police.* »

C'est l'effet de cette clause qui formera bientôt tout l'objet de la discussion.

Il est à remarquer que les assurances qui furent souscrites ne portaient point sur la prime, en sorte que l'assuré restait à découvert sur la valeur assurée, d'une somme égale au montant de la prime. Il résultait de cette situation que, sur la cargaison évaluée 90,000 fr., l'assuré, à raison de l'élévation des primes, avait un découvert de 24,825 fr. (1). Il n'était réellement assuré que pour 65,175 fr.

(1) Somme assurée sur la cargaison.....	90,000 fr.
A déduire les primes ci-après, 26 $\frac{1}{4}$ sur 60,000.....	15,750
30 $\frac{1}{4}$ sur 30,000.....	9,075
	} découvert 24,825
Il ne reste d'assuré sur la cargaison que.....	65,175 fr.



Le navire *la Trinidad* arriva sans contrariété à la côte d'Afrique; on était alors à l'époque fixée pour le terme de la traite. L'affluence des navires négriers causa un double dommage à l'expédition, en ce que d'une part la concurrence des marchandises de traite en fit singulièrement baisser la valeur, tandis que d'un autre côté la concurrence des acheteurs d'esclaves en fit élever le prix.

Le navire *la Trinidad* ne put traiter, avec sa cargaison, que 72 nègres.

Ce nombre offrait encore l'espérance d'un bénéfice important, puisqu'à la Havane, lieu de la destination, la moindre valeur des nègres était à cette époque de 2/100. fr.

Pendant le trajet, deux nègres moururent; ce qui réduisit le nombre total à 70.

Le navire *la Trinidad* était arrivé à la hauteur de l'île de Cube, lorsqu'il fut pris par un corsaire américain, le 11 novembre 1819. Le capitaine de *la Trinidad* fut débarqué sur la côte, et le capteur parut d'abord disposé à consentir au rachat de la prise; mais avant qu'on ne lui eût apporté les sommes qu'il avait demandées, il s'éloigna après avoir brûlé le navire *la Trinidad*, et jeté sur le rivage l'équipage et quelques nègres.

Un protêt, suivi d'une affirmation régulière, constata le sinistre.



Dès que la maison de la Corogne eut reçu ce document, elle le transmit au sieur Galos qui en donna connaissance aux assureurs.

Le 16 février 1820, le sieur Galos leur fit signifier un acte d'abandon du navire *la Trinidad* et de sa cargaison ; et le 23 juin suivant, il les assigna devant le Tribunal de commerce de Bordeaux, pour voir valider l'abandon, et s'entendre condamner au paiement des sommes assurées.

Sur cette assignation, les assureurs se bornèrent, quant au navire, à élever sur la régularité des documens probatifs de la perte, quelques doutes qu'il ne fut pas difficile de dissiper.

Mais à l'égard de la cargaison, les assureurs donnèrent à leur défense plus de développement.

Ils essayèrent de présenter, comme inéficace, la clause de la police d'assurance qui dispense l'assuré de rapporter d'autre preuve de la valeur du chargement que cette police elle-même.

Ils prétendirent que, nonobstant cette clause, l'assuré devait justifier de la valeur du chargement pris à la Corogne et de son emploi à la côte d'Afrique.

En conséquence, ils concluaient à ce qu'avant faire droit, l'assuré fût tenu de justifier, par connoissemens et factures, de la valeur de la cargaison.



De son côté, l'assuré répondait que la convention qui le dispensait de justification, était un pacte de l'assurance qui ne pouvait pas être illusoire; que telle était la loi du contrat; que si les assureurs prétendaient alléguer une fraude, c'était à eux de la prouver; qu'en droit, la clause de la police suffisait seule pour établir l'estimation; et qu'en fait, il était manifeste que l'assuré n'était pas même couvert de son entier risque.

C'était entre ces deux systèmes que le Tribunal de commerce devait prononcer.

Il n'hésita pas à reconnaître, à l'égard du navire, la validité de l'estimation portée par la police, et la réalité du sinistre, en sorte que, sous ce rapport, il admit sans difficulté l'abandon.

Quant à la cargaison, le Tribunal de commerce commit une double erreur.

D'abord, dans ses motifs, il se fonda sur les principes relatifs aux effets de la simple estimation de la chose assurée, lorsque cette estimation n'est pas suivie d'une clause de renonciation à toute autre justification que la police elle-même; en sorte qu'il ne tint aucun compte de cette dernière stipulation. Ensuite le Tribunal fut plus loin encore dans sa disposition; il ordonna une expertise, et, par une étrange préoccupation, il prescrivit aux experts de suivre les bases de l'art. 340 du Code de commerce, article qui, d'après



son texte, ne s'applique précisément qu'au cas où il n'y a point d'estimation dans la police. Voici ce jugement :

« Attendu que la prise du navire *la Santísima Trinidad*  
 » *Alias Fama* par un corsaire américain ne peut être révo-  
 » quée en doute, d'après la déclaration qui en a été faite,  
 » conformément à la loi, par le capitaine dudit navire, af-  
 » firmée par divers marins de l'équipage de ce navire, dé-  
 » claration en forme qui a été produite à l'audience; qu'ainsi  
 » il y a lieu à valider l'abandon qui a été fait par le sieur  
 » Galos, tant dudit navire que de sa cargaison, conformé-  
 » ment à l'art. 369 du Code de commerce;

« Attendu, quant au navire, que l'évaluation est sensée faite  
 » contradictoirement, et en connaissance de cause entre l'as-  
 » suré et les assureurs, puisque ces derniers ont fait ou pu  
 » faire constater la justesse de l'évaluation donnée audit na-  
 » vire ;

« Attendu, quant à la cargaison, qu'il résulte bien des  
 » clauses particulières insérées dans la police, que l'assuré  
 » ne peut être tenu de fournir la preuve de la valeur du  
 » chargement; mais non que l'assureur ait perdu le droit de  
 » fournir les preuves contraires; que la présomption seule-  
 » ment est en faveur de l'assuré, jusqu'à ce que ces preuves  
 » aient été administrées; que l'évaluation faite de gré à gré  
 » d'une chose qui n'existait pas encore, et que l'assureur  
 » n'avait pas eu la possibilité d'apprécier, est toute en fa-  
 » veur de l'assuré, à la bonne foi et à l'exactitude duquel



» on s'en rapportait absolument; que les assureurs excipent  
 » du défaut d'alimens suffisans; que suivant eux il résulte-  
 » rait de la cargaison trouvée à bord du navire *la Santi-*  
 » *sima Trinidad*, qu'il y a eu exagération considérable dans  
 » l'estimation de sa valeur, ou qu'on a entendu faire assurer  
 » un énorme bénéfice, ce qui contreviendrait à l'art. 347  
 » du Code de commerce;

» Attendu l'abandon, l'existence du contrat et la nature  
 » liquide de la réclamation du sieur Galos du montant de la  
 » perte de la cargaison, il y a lieu d'ordonner le paiement  
 » préalable du montant des sommes assurées sur ladite car-  
 » gaison, à la charge par l'assuré de donner bonne et valable  
 » caution pour répondre du résultat de l'expertise.

» Le tribunal, ouï M<sup>e</sup>. de Saget, avocat, en présence sieur  
 » J.-B. Coureau, syndic et fondé de pouvoirs des assureurs  
 » défendeurs, et M<sup>e</sup>. Barennes, avocat, en présence du sieur  
 » Galos, valide l'abandon fait aux défendeurs par le sieur  
 » Galos, le 16 février dernier, par exploit de Laporte,  
 » dûment enregistré, du navire *la Santissima Trinidad Alias*  
 » *Fama* et de sa cargaison;

» Condamne les assureurs par corps à payer au deman-  
 » deur, savoir : les quatre dixièmes de la somme de cin-  
 » quante mille francs, que la Compagnie d'assurances de  
 » Bordeaux a souscrite sur le corps du navire dont il s'agit;  
 » les sieurs Sorbé Lormond et C<sup>e</sup>. les quatre dixièmes de la  
 » somme de huit mille francs; le sieur Robles jeune les



» quatre dixièmes de la somme de six mille francs ; les sieurs  
 » Desfourniel et C<sup>e</sup>. les quatre dixièmes de la somme de six  
 » mille francs ; les sieurs Balguerie Dandiran et C<sup>e</sup>. les quatre  
 » dixièmes de la somme de quatre mille francs ; le sieur  
 » Dasque père les quatre dixièmes de celle de quatre mille  
 » francs ; le sieur Otard les quatre dixièmes de la somme  
 » de quarante mille francs , et le sieur Doris également les  
 » quatre dixièmes de la somme de quatre mille francs ; le  
 » sieur Pierre Sauvage les quatre dixièmes de la somme de six  
 » mille francs ; la Compagnie d'assurances , L. Despine, en la  
 » personne du sieur de Chapeaurouge , et le sieur Justin  
 » Delpla , chacun d'eux également les quatre dixièmes de la  
 » somme de six mille francs ; le sieur Jean-Barthélemy Du-  
 » puch les quatre dixièmes de la somme de huit mille francs ;  
 » le sieur P. Dupuch les quatre dixièmes de la somme de deux  
 » mille francs , que chacun des sus-nommés a souscrits , sui-  
 » vant les polices d'assurances des 15 avril et 22 juin 1819 ,  
 » dûment enregistrées par le sieur Boyer, le 16 février dernier.

» Renvoie les parties devers des experts convenus ou  
 » nommés d'office , pour , après serment , etc. , procéder à  
 » l'estimation de la valeur de la cargaison , etc. »

Le sieur Galos a interjeté appel de cette décision dans  
 l'intérêt de ses commettans , et c'est cet appel que nous  
 venons justifier.

La difficulté qu'il présente à résoudre est l'une de celles  
 qui intéressent le plus le commerce maritime.



Pour fixer les idées avec netteté sur cette matière importante, nous diviserons notre examen sous trois rapports, dont chacun pourra être rapidement développé.

En premier lieu, relativement à la législation ancienne ;

En second lieu, relativement à la législation actuelle ;

En troisième lieu enfin, relativement au jugement qui fait l'objet de l'appel.

§ PREMIER.

*Ancienne législation sur l'estimation de la chose assurée.*

Trois dispositions de l'ordonnance de la marine réglaient tout ce qui était relatif à l'estimation des choses assurées : c'étaient les articles 8, 64 et 65 du titre 6 du livre 3.

L'article 8 ne concernait que l'estimation du navire ; il portait que cette estimation *serait faite par la police, sauf à l'assureur, EN CAS DE FRAUDE, de faire procéder à une nouvelle estimation.*

Sur cet article, Valin s'exprime ainsi :

« Il faut qu'il y ait fraude évidente pour que l'assureur » soit recevable à se plaindre de l'estimation, et la fraude



» sera manifeste si l'estimation excède du quart, du tiers,  
» et à plus forte raison de la moitié, la véritable valeur de  
» la chose assurée. »

L'article 64 de l'ordonnance était relatif à l'estimation des marchandises ; il était ainsi conçu :

« La valeur des marchandises sera justifiée par livres ou  
» factures, sinon l'estimation en sera faite suivant le prix  
» courant, au temps et lieu du chargement, y compris tous  
» droits et frais jusqu'à bord, *si ce n'est qu'elles soient*  
» *estimées par la police.* »

Ainsi cette disposition ne s'appliquait pas au cas où il y avait estimation dans la police, et c'est précisément ce que dit Valin sur cet article :

« L'estimation étant faite par la police, elle doit servir de  
» règle, sans que l'assuré soit tenu de constater *par ailleurs*  
» la valeur des marchandises ; non que l'assureur soit non-  
» recevable à contester cette estimation sous prétexte qu'il l'a  
» soufferte dans la police, mais *c'est à lui à prouver* qu'elle  
» a été enflée, et la surprise qui lui a été faite. »

Enfin une troisième disposition de l'ordonnance, celle de l'article 65, s'appliquait aux pays où le commerce se faisait par troc, et dans ce cas l'estimation devait être faite sur le pied de la valeur des marchandises données en échange et des frais de transport.



Cet article ne distinguait pas dans son texte s'il y avait ou s'il n'y avait pas estimation dans la police.

Mais dans l'usage on ne l'appliquait qu'au seul cas où il n'y avait point d'estimation, et nous prouverons plus tard que, notamment à Bordeaux, cet usage était constant.

Telles étaient les dispositions de l'ordonnance de la marine sur l'estimation des choses soumises à l'assurance.

Pothier et Emérigon ne les interprètent pas différemment que Valin, du moins sous le rapport qui nous occupe dans ce moment.

Emérigon résume en effet, à la page 271 du tome 1<sup>er</sup>. de son Traité, les observations de Valin et de Pothier, et selon lui l'un et l'autre disent qu'à la vérité *l'assureur est recevable à contester l'estimation de la police, mais que c'est à lui à prouver qu'elle a été enflée.*

*Je crois, ajoute Emérigon, que ces auteurs ont raison.*

Nous pouvons donc poser un premier résultat à l'abri de toute critique : c'est que, dans le système de l'ancienne ordonnance, l'estimation de la police formait un contrat entre l'assureur et l'assuré; que l'assuré était dispensé par ce contrat de fournir aucune justification de la valeur, et qu'enfin c'était à l'assureur à prouver la fraude de l'estimation.



— Cependant, quoique l'effet de l'estimation insérée dans les polices fût de prévenir les contestations, il restait encore une porte ouverte à la critique et aux temporisations des assureurs.

— Pour faire cesser cet inconvénient, l'usage avait introduit avant l'ordonnance, et il a conservé depuis, une clause par laquelle il est stipulé *qu'on s'en tiendra à l'estimation faite par la police*.

— Valin, sur l'article 8 du titre 6 du livre 3, dit qu'au moyen de cette clause, suivant Straccha, *les assureurs renoncent à la faculté de requérir une autre estimation, et se rendent non-recevables à la demander dans la suite. Du moins est-il vrai*, continue Valin, *que c'est aux assureurs à prouver qu'il y a eu fraude dans l'estimation*.

— Pothier, qui appliquait souvent la rigueur du droit et même les principes austères du for intérieur aux matières de commerce, repousse la clause de renonciation à toute autre estimation que celle de la police.

Mais Emérigon ne partage pas cette sévérité, qui s'accommode mal avec les besoins du commerce.

— Il cite, tome I<sup>er</sup>., page 273, un arrêt du parlement de Paris, rapporté dans le *Journal des Audiences*, « qui con-  
» damne les assureurs à payer définitivement la perte d'un



» navire , dont ils avaient déclaré avoir pour *agréable* l'estimation qui en avait été faite dans la police. »

En vérifiant cette espèce dans le *Journal des Audiences*, on voit que les assureurs alléguaient l'exagération de l'estimation ; mais ils prétendirent vainement qu'ils étaient recevables à la prouver , nonobstant la clause de la police : ils furent éconduits.

Emérigon rapporte immédiatement une sentence rendue en 1764 par l'amirauté de Marseille , et voici comment il en établit l'espèce :

« La barque *la Victoire* avait pris un vaisseau anglais. Le sieur Bourguignon aîné , armateur de cette barque , fit faire des assurances *sur les facultés* de la prise anglaise ; ces facultés furent estimées à une somme déterminée *pour tenir lieu de capital en tout temps et en tout lieu, du contentement des parties.* »

Emérigon dit que la sentence qui intervint , déclare ce pacte *irréfragable* , et il ajoute l'observation suivante qu'il est essentiel de retenir :

« En effet , les assureurs qui acquiescent à pareils pactes doivent s'imputer de s'être rapportés à la bonne foi de l'assuré. On ne doit les écouter qu'autant qu'ils prouvaient , par pièce littéraire , le dol et la fraude dont ils se plaignent. Ce serait ouvrir la porte à mille litiges , que de



» les admettre à des preuves testimoniales ou à des rapports  
» d'experts. »

Arrêtons-nous une seconde fois pour recueillir les lumières qui répandent ces doctrines.

Nous avons vu l'assureur et l'assuré liés par l'estimation de la police d'assurance, sous la seule exception de la preuve de la fraude, mise à la charge de l'assureur.

Maintenant, lorsqu'il y a non-seulement estimation convenue dans la police, mais encore renonciation expresse à toute nouvelle estimation, la fin de non-recevoir qui repousse l'assureur devient insurmontable. Il n'est plus admis à la preuve testimoniale ni à l'expertise; il faut qu'il rapporte une preuve *littérale* du dol dont il se plaint.

Tel était, relativement à l'estimation de la chose assurée, le système de l'ancienne législation.

## §. II.

### *Législation actuelle sur l'estimation de la chose assurée.*

Il faut à présent examiner la législation qui régit aujourd'hui le contrat d'assurance.

La loi nouvelle a prescrit l'énonciation dans la police de



la *valeur ou estimation* de la chose assurée. (Art. 332 du Code de commerce.)

Cependant l'omission de cette mention n'annule pas le contrat.

Le législateur a donc eu à régler deux cas distincts :

Celui où il y a estimation dans la police ;

Celui où il n'y a pas d'estimation.

Dans les cas de non-estimation, le Code fait une distinction entre les expéditions maritimes :

Où elles ont lieu dans des pays dans lesquels il existe un signe monétaire, où elles ont lieu dans des contrées sauvages où le commerce se fait par troc.

Dans le premier cas, l'art. 339 veut que l'estimation soit faite au temps et au lieu du chargement, et qu'elle soit justifiée par les factures et par les livres.

Dans le deuxième cas, qui s'applique au commerce par troc, l'art. 340 porte que l'estimation sera réglée sur le pied de la valeur des marchandises, également au lieu du chargement, mais en y ajoutant en outre les frais de transport.

Voilà toutes les dispositions du Code de commerce à l'é-



gard des polices d'assurances qui ne portent point d'estimation.

Lorsqu'au contraire il y a estimation dans le contrat, le Code pourvoit par une seule disposition à la sûreté de l'assureur. Tel est l'objet de l'article 336, ainsi conçu :

« En cas de fraude dans l'estimation des effets assurés,  
» en cas de supposition ou de falsification, l'assureur peut  
» faire procéder à la vérification et estimation des objets,  
» sans préjudice de toutes autres poursuites, soit civiles soit  
» criminelles. »

Ainsi, dans la nouvelle législation, deux hypothèses :

Où il n'y a pas d'estimation convenue, et alors la valeur est réglée, soit par l'article 339, soit par l'article 340, selon le siège de l'opération ;

Où bien il y a, comme dans notre espèce, estimation convenue, et alors il n'existe aux termes de l'article 336, que le seul cas de *fraude, supposition ou falsification* qui ouvre à l'assureur une voie pour faire annuler l'estimation.

Ce système n'est, dans la réalité, que le résumé de l'ancienne ordonnance et de la jurisprudence qui avait réglé son application.

Ainsi l'article 336 ne fait que reproduire l'ancien principe,



qui maintenait l'estimation du contrat, sous la seule exception de la fraude, dont la preuve était mise à la charge des assureurs.

C'est dans ce sens que s'expliquent tous les commentateurs du Code de commerce.

« L'estimation faite par la police, dit Laporte, tom. 2, » pag. 133, n'empêche pas l'assureur de la contester; mais » alors *c'est à lui à prouver* que cette estimation est infidèle » et enflée. »

Delvincourt, pag. 360, tient le même langage :

S'il y a estimation dans la police, c'est à l'assureur à *prouver qu'elle est exagérée*; s'il n'y en a pas, c'est à l'assuré de prouver la valeur.

Estrangin adopte les mêmes principes.

Pardessus n'admet le retour des assureurs contre l'estimation de la police que lorsqu'il y a une différence sensible, ou lorsqu'il est manifeste que le contrat renferme plutôt une gageure qu'une assurance.

C'est principalement dans Locré, sur l'art. 336, qu'on trouve nettement établi le véritable esprit de cet article.

« Cet article se rattache à l'article 332, d'après lequel la



» police d'assurance doit contenir l'estimation des effets  
» assurés.

» Il ne permet une estimation nouvelle que lorsqu'il y a  
» fraude, supposition ou falsification.

» Le conseil et le Tribunal de commerce d'Anvers disaient :  
» L'estimation doit se renouveler à la réquisition de l'assu-  
» reur en temps propre, ou la valeur doit être prouvée  
» par des pièces légitimes (1). »

» Il en devrait sans doute être ainsi, si l'estimation était  
» faite par l'assuré seul, et que l'assureur n'eût par le droit  
» de la contester ; mais ce n'est pas là le système du Code.  
» L'article 332, en ordonnant que l'estimation sera insérée  
» dans la police, suppose, ou qu'avant de signer l'acte  
» l'assureur aura vérifié, ou qu'il s'en est rapporté à l'as-  
» suré. Dans l'un et dans l'autre cas, l'estimation ayant été  
» faite avec lui, il ne doit plus être admis à demander une  
» estimation nouvelle, lorsqu'il n'a rien d'extraordinaire à  
» alléguer.

» Mais s'il y a eu fraude ou altération, alors, mais alors  
» seulement, l'assureur trompé doit pouvoir faire procéder  
» à une seconde vérification. Telle était la théorie de l'or-  
» donnance (2). Telle est celle du Code de commerce.

(1) Observations du Conseil et Tribunal de commerce d'Anvers, tom. 2,  
I<sup>re</sup> partie, pag. 54.

(2) Ordonnance de la marine de 1681, liv. 3, tit. 6, art. 8.



» Aussi la Cour d'appel de Rennes, qui l'avait parfaite-  
» ment comprise, a-t-elle rejeté l'avis de la commission qui  
» voulait que la loi laissât aux assureurs la faculté de requé-  
» rir une estimation nouvelle dans tous les cas où ils se croi-  
» raient lésés par la première, sans qu'il fût nécessaire de  
» prouver la fraude (1).

» Cependant, quel caractère doit avoir la fraude pour  
» que l'assureur puisse user de la faculté que cet article lui  
» donne?

» La Cour d'appel d'Agen pensait que la loi avait voulu  
» se contenter de la suspicion de fraude, parce que,  
» disait-elle, le cas de la fraude manifeste et connue est  
» prévu par l'article 357. Elle désirait en conséquence qu'à  
» ces mots, *en cas de fraude*, on substituât des expressions  
» qui ne laissassent aucun doute sur l'intention du légis-  
» lateur (2).

» Cette observation n'a pas été admise, parce que per-  
» mettre à l'assureur de faire valoir un simple soupçon de  
» fraude, ce serait l'autoriser à faire renouveler la vérification  
» quand il jugerait à propos.

» Dans cette matière, comme dans toutes les autres, celui  
» qui allègue la fraude doit poser des faits et les prouver.

(1) Observations de la Cour d'appel de Rennes, tom. 1<sup>er</sup>., pag. 349.

(2) Observations du Tribunal d'Agen, tom. 1<sup>er</sup>., pag. 87.



De ces observations naissent deux conséquences :

En premier lieu c'est à l'assureur demandeur en nouvelle estimation de prouver la fraude.

En second lieu cette preuve ne doit pas porter sur une simple suspicion, mais sur des frais directs et concluans.

Voilà incontestablement le système du Code de commerce, lorsqu'il y a simplement estimation dans la police.

Nous avons déjà vu qu'antérieurement à l'ordonnance, il s'était introduit un usage qui se conserva sous son empire : on ajoutait dans certains cas, au pacte de l'estimation, une convention destinée à prévenir toute difficulté, et par laquelle les assureurs renonçaient à toute autre estimation que celle de la police.

Cet usage, qui s'était maintenu sous l'ancienne ordonnance, ne peut pas être repoussé par la législation actuelle, dont nous venons d'établir que le système et les règles étaient dans un accord parfait avec l'ordonnance.

Une semblable exclusion blesserait d'ailleurs l'un des principes constitutifs du contrat d'assurance.

Ce contrat est susceptible de toutes les conditions que fait naître la volonté des parties. Cette latitude utile, donnée dans tous les temps aux pactes d'assurance, est expressément



autorisée par l'article 332 du Code de commerce. (1)

Les parties ont donc une entière liberté de garantir la convention d'estimation de toute variation, et d'y apposer les conditions que peut suggérer la nature des opérations.

Lorsqu'une expédition est combinée de manière qu'elle embrasse des opérations intermédiaires entre le départ et la destination, il peut être utile à l'assuré de déterminer une somme fixe pendant toute la durée du risque. Il y aurait souvent impossibilité et inconvénient à procéder autrement.

Prenons pour exemple les expéditions à la côte d'Afrique : on y apportait des cargaisons d'Europe ; elles étaient échangées contre des esclaves qu'on transportait ensuite dans les îles de l'Amérique.

Comment établir dans ce cas l'estimation de la chose soumise à l'assurance ?

Sera-ce d'après la valeur de la cargaison d'Europe ?

Mais cette valeur n'est en risque que pendant la première partie du trajet. Arrivée en Afrique, elle est convertie en esclaves qui forment le nouvel objet du risque pendant la seconde partie du voyage.

Si donc on n'assure que la valeur de la cargaison prise

(1) Le contrat d'assurance exprime généralement toutes les autres conditions dont les parties sont convenues.



en Europe, il est évident que l'assuré pourra ne pas être suffisamment garanti.

Il le sera sans doute, si le sinistre survient avant l'arrivée à la côte d'Afrique, parce qu'alors recevant des assureurs le prix de la cargaison d'Europe, il se trouvera remboursé de la chose mise en risque.

Mais si le sinistre arrive après le départ de la côte d'Afrique, c'est-à-dire dans la deuxième partie du voyage, l'assuré ne sera pas indemnisé de la valeur perdue, s'il ne reçoit que le prix de la cargaison d'Europe.

Dans ce cas en effet, les nègres obtenus par échange à la côte d'Afrique ont une valeur plus considérable que les marchandises d'Europe.

Cette valeur est acquise à l'assuré dès que la traite est consommée. C'est cette nouvelle valeur qui entre en risque après le départ de la côte d'Afrique.

L'assuré a donc le droit de donner à la chose assurée une estimation supérieure à celle de la cargaison d'Europe.

En procédant ainsi, il ne porte point atteinte à la disposition légale qui prohibe de faire assurer le *profit espéré*.

Il n'y aurait dans l'hypothèse assurance du profit espéré, qu'autant que l'assuré ferait estimer la cargaison d'Afrique,



suivant la valeur vénale des nègres, au lieu de la destination.

Mais il n'en est point ainsi. L'assuré considère seulement la valeur intermédiaire qu'obtient sa propriété par la conversion qu'elle subit dans le cours du voyage; et comme par l'effet de cet échange, le risque qui continue prend un nouvel accroissement, l'assuré a la faculté de donner à son évaluation une mesure proportionnée à la valeur de la cargaison intermédiaire mise en risque pendant le trajet.

Ce pacte a toujours été considéré comme licite.

Valin, art. 15, pag. 57, dit « que s'il s'agit d'un navire » destiné pour la côte de Guinée, et de là pour Saint-Domingue, et que l'armateur, informé à temps du succès de » la traite à la côte de Guinée, en nègres et en poudre d'or, » pût juger à peu près du bénéfice de la traite, rien ne » l'empêcherait de faire assurer comme un nouveau fonds » cette augmentation du premier fonds de sa cargaison, » puisque dans la réalité c'est *un profit déjà fait et acquis.* »

Valin suppose, dans cette observation, que l'assurance est faite par l'armateur, lorsqu'il a reçu la nouvelle du succès de la traite.

Mais en général les armateurs n'attendent pas une semblable information. Comment d'ailleurs pourraient-ils la recevoir de la côte d'Afrique? Aussi était-il d'usage de faire porter l'assurance au moment du départ d'Europe, sur la valeur des esclaves qui seraient traités à la côte d'Afrique.



Cette assurance par anticipation n'était pas plus illicite que celle qui n'aurait été faite qu'après la nouvelle de la traite. Elle portait à la vérité sur une chose qui n'existait pas au moment du contrat. Mais qu'importe, si, dans la réalité, le contrat ne recevait son effet que lorsque la chose assurée était acquise. Ce qui est substantiel de l'assurance, c'est qu'il y ait un aliment réel au risque. Il est indifférent que la convention précède la mise en risque de la chose assurée, pourvu que le contrat ne reçoive d'exécution qu'autant que la chose qui en est la substance s'est en effet réalisée.

Emérigon considère comme valides, des assurances faites dans une semblable hypothèse et en matière de traite.

« Parmi nous, dit-il, tom. 1<sup>er</sup>., pag. 279, on ne s'avise  
 » guère de faire des assurances de sortie de Guinée; mais  
 » on assure par exemple de sortie de Marseille, jusqu'aux  
 » Isles Françaises, avec pouvoir au capitaine de toucher en  
 » Guinée. Dans ce cas, si les marchandises chargées à Mar-  
 » seille étaient d'une valeur inférieure aux sommes assurées,  
 » on pourrait y ajouter *le surcroît de valeur intermédiaire*  
 » que la cargaison aurait reçu par l'achat des nègres em-  
 » barqués en cours de voyage, et ce surcroît de valeur serait  
 » fixé *arbitrio boni viri*, pour déterminer ou pour exclure le  
 » ristorne : C'est *un profit fait, non un profit à faire*; et  
 » peu importe qu'il ait été fait dans le cours du voyage. »

Ainsi Emérigon suppose une assurance qui embrasse l'entière expédition de Marseille aux colonies, avec opération



intermédiaire en Afrique, et il décide que, dans ce cas, l'évaluation peut porter sur les produits de l'opération intermédiaire.

Dans les contrées sauvages où le commerce ne s'opère que par troc, on ne peut avoir ni correspondant, ni consignataire, ni facture, ni compte de vente. Telle est précisément la situation de la côte d'Afrique où se fait la traite. On ne peut donc rapporter aucune pièce probante de la valeur du chargement pris sur cette côte.

C'est l'impuissance de cette justification qui a suggéré l'usage de la clause que nous débattons.

D'abord on a soin d'y exprimer que l'estimation tiendra lieu du capital assuré, *pendant toute la durée du risque*, expression qui embrasse non-seulement la valeur de la cargaison d'entrée, mais en outre celle de la cargaison intermédiaire.

Ensuite la stipulation va plus loin encore, et voici dans quels termes les assureurs se lient à l'observation invariable de l'estimation conventionnelle :

« Nous vous dispensons, disent-ils à l'assuré dans la police, de nous rapporter en cas de perte d'autre preuve de la valeur et propriété de la cargaison, que la présente police. »

On voit maintenant combien cette clause était appropriée



aux expéditions lointaines qui comprennent plusieurs opérations, et particulièrement à la traite; et on ne conçoit pas comment, sans cette formule d'estimation, l'intérêt de l'assuré pourrait être entièrement couvert dans ces sortes d'opérations.

C'est parce que ce pacte était à la fois nécessaire et licite, que l'intérêt l'a créé, et que l'usage l'a admis et le maintient.

Vous avez vu Emérigon citer un arrêt du parlement de Paris, et rapporter une sentence de l'amirauté de Marseille, qui décident que l'estimation conventionnelle, *pour tenir lieu de capital en tout temps*, doit demeurer irréfragable. Vous avez entendu ce grand interprète du droit maritime déclarer que *les assureurs qui acquiescent à pareils pactes, doivent s'imputer de s'être rapportés à la bonne foi de l'assuré; qu'on ne doit les écouter qu'autant qu'ils prouveraient par pièce LITTÉRALE le dol et la fraude dont ils se plaignent; qu'enfin ce serait ouvrir la porte à mille litiges que de les admettre à la preuve testimoniale ou à des rapports d'experts.*

Ces principes d'Emérigon sont entrés avec toute l'autorité de son opinion, dans les commentaires de la loi moderne. On les trouve notamment dans Estrangin, avec cette observation que la clause de renonciation à une nouvelle estimation est fréquente à Marseille, où elle obtient l'effet que nous soutenons lui appartenir.

Il est également notoire que cette clause n'a pas cessé d'être employée à Bordeaux depuis la publication du Code.



Ainsi, en ressaisissant les résultats antécédents, la renonciation à une nouvelle estimation a son principe dans la nécessité des choses : elle est consacrée par l'usage, elle n'a rien d'illicite. Son effet est de rendre l'estimation immuable. Elle ajoute évidemment un nouveau pacte à la clause de simple estimation, et ce pacte formel ne peut pas rester inefficace et illusoire.

Quand il n'y a qu'estimation pure et simple, l'assureur peut s'armer contre elle de tous les modes de preuve.

Mais si, outre l'estimation, il y a stipulation de renoncer à toute autre évaluation que celle même de la police, alors on ne peut admettre ni preuve testimoniale ni expertise. Il faut que l'assureur suive la foi qu'il a acceptée, ou qu'il rapporte une preuve littérale du dol ; en un mot un document matériel et patent qui atteste la fraude.

Voilà en substance à quoi se réunissent et se résument les dispositions de l'ordonnance, celles du Code, les opinions des auteurs et les usages du commerce.

### §. III.

#### *Application des principes au jugement dont est appel.*

Il nous reste à appliquer à la cause les principes que nous venons d'établir.



Quels étaient l'objet et les termes du contrat dont le tribunal de commerce était appelé à régler les effets?

Il s'agissait d'une police d'assurance pour une expédition d'outre-mer avec opération intermédiaire à la côte d'Afrique, et d'une clause portant que l'estimation exprimée dans la police tiendrait pendant toute la durée du risque, et que les assureurs dispensaient l'assuré de rapporter d'autre preuve de la valeur que la police elle-même.

C'était donc le cas d'appliquer les règles relatives aux polices portant estimation avec dispense de justification.

S'il n'y avait eu, dans les polices qui nous occupent, ni dispense de justification, ni même estimation pure et simple, le premier tribunal aurait dû appliquer l'art. 340 du Code de commerce, qui s'exprime ainsi :

« Si l'assurance est faite sur le retour d'un pays où le commerce ne se fait que par troc, et que *l'estimation des marchandises ne soit pas faite par la police*, elle sera réglée sur le pied de la valeur de celles qui ont été données en échange. »

Cet article ne concerne, comme on le voit, que le cas où l'estimation des marchandises n'est pas faite par la police.

C'est cependant cet article que le Tribunal de commerce a appliqué à la cause. Il a ordonné que les experts procé-



deraient à l'estimation de la cargaison de *la Trinidad*, en se conformant à l'art. 340 du Code de commerce.

Ainsi le Tribunal de commerce a appliqué à une police portant l'estimation la plus absolue, une disposition destinée à régir les polices qui ne renferment aucune estimation quelconque.

Il a donc jugé pour une hypothèse inverse de celle qui lui était soumise. Il s'est précisément placé en dehors de la convention et de la question qu'elle faisait naître.

On ne prétendra pas sans doute, lorsque l'article 340 du Code porte explicitement sur les assurances faites sans estimation, qu'on puisse faire violence à la lettre positive de cet article, en l'appliquant indifféremment dans tous les cas, soit qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas d'estimation.

Il est certain au contraire que les rédacteurs du Code n'ont précisément inséré dans l'art. 340 l'expression du cas où *l'estimation n'est pas faite par la police*, que dans l'intention et la volonté d'excepter de la disposition de cet article les polices portant estimation.

Une chose étrange, c'est que le Tribunal de commerce de Bordeaux a précisément provoqué cette exception : c'est lui qui a demandé, dans ses observations sur le projet du Code de commerce, que les polices portant estimation ne pussent



pas être régies par l'art. 340, que cependant il leur applique aujourd'hui dans le jugement qui vous est déféré.

Ce fait est consigné dans l'ouvrage de Locré, sur l'article 340.

« La commission (1), d'après l'ordonnance (2), n'avait  
» pas admis d'exception pour le cas où l'estimation serait  
» faite par la police.

» Le Tribunal de commerce de Bordeaux observa qu'il  
» était utile aux assureurs et aux assurés d'avoir la faculté  
» d'estimer les marchandises de gré à gré; que de plus c'é-  
» tait une faculté d'usage aujourd'hui, et qu'on ne pourrait  
» la supprimer sans nuire à toutes les combinaisons utiles et  
» morales que cet usage a fait naître (3).

» En conséquence ce tribunal, ainsi que celui de Nan-  
» tes (4), réclamèrent l'exception qui a été adoptée.

Ainsi la première rédaction de l'article n'admettait pas d'exception. Il devenait par là applicable également dans les cas de convention, ou de silence sur l'estimation; mais sur

(1) Projet de Code de commerce, art. 265.

(2) Ordonnance de la marine de 1681, liv. 3, tit. 6, art. 65.

(3) Observations du Tribunal de commerce de Bordeaux, tom. 2, I<sup>re</sup> partie, pag. 182.

(4) Observations du Tribunal de commerce de Nantes, tom. 2, II<sup>e</sup> partie, pag. 143.



la demande du Tribunal de commerce de Bordeaux, il fut expressément restreint au seul cas de non estimation.

L'erreur est donc manifeste. L'article de la loi est déplacé, et par l'interversion de sa disposition, l'assuré est privé d'une valeur intermédiaire valablement assurée et légitimement acquise.

Sous ce premier rapport le jugement ne peut pas se maintenir.

Comment au surplus le premier tribunal a-t-il pu sortir de la clause débattue devant lui et portant une estimation formelle, défendue par une clause expresse de renonciation ? Comment a-t-il pu méconnaître l'effet nécessaire et utile des estimations, dont il avait demandé lui-même qu'on conservât la faculté ?

Tout au moins le tribunal devait-il vérifier si les assureurs articulaient quelque fraude ; s'ils offraient une preuve, et enfin si cette preuve, en la supposant offerte, était admissible.

Mais rien n'était articulé, aucune preuve n'était offerte, le contrat était entier. C'est dans cette situation que le tribunal, de son propre mouvement, ordonne une expertise.

Une semblable voie n'est-elle pas un attentat au pacte libre et formel qui liait les parties ? C'était remettre en ques-



tion et déchirer la loi du contrat ; c'était fournir d'office à l'assureur un moyen de preuve qu'il ne proposait même pas.

Avec un pareil système , il n'y a pas d'assurance dont on ne puisse entraver l'exécution.

L'assureur dira toujours que l'estimation est enflée. Le tribunal ordonnera l'estimation de la cargaison d'entrée par des experts pris sur les lieux où l'assurance aura été faite , tandis que la cargaison aura été formée dans un port étranger.

Quelle sera la garantie de l'assuré contre une semblable estimation ? Un intérêt lointain , faiblement représenté , pourra-t-il lutter avec une égalité d'avantage , contre une masse d'intérêts présents et actifs ?

Le premier tribunal s'est donc jeté dans un système interlocutoire , qui blesse à la fois et la loi des parties et l'intérêt général.

Mais ce n'est pas tout. Puisque le tribunal entrait arbitrairement dans ce système de nouvelle estimation , du moins devait-il donner à cette estimation nouvelle une base appropriée et juste.

L'assurance renfermait en un seul pacte deux voyages distincts de la Corogne à la côte d'Afrique , de la côte d'Afrique



à la Havane. Elle renfermait également deux cargaisons distinctes, l'une prise en Europe, l'autre en Afrique.

Le sinistre qui a ouvert l'action contre les assureurs n'a eu lieu que pendant le second voyage. Il n'a donc porté que sur la seconde cargaison, celle prise en Afrique.

La valeur de la cargaison d'Europe était donc inutile à rechercher, puisque cette cargaison était hors de risque, et que l'abandon ne la concerne pas.

Qu'a fait cependant le premier tribunal?

Il a non-seulement ordonné l'expertise qu'on ne demandait pas; mais encore que cette expertise porterait sur la cargaison d'Europe. Il a donc ordonné l'estimation de la marchandise qui était hors du risque, et non pas de celle qui a subi le sinistre.

Dira-t-on qu'il y a été conduit par l'article 340? Mais ici revient tout ce qu'on a dit sur l'inapplication de cet article. Nous convenons qu'en matière de commerce par troc, l'article veut que l'on estime le risque par la valeur de la cargaison d'Europe; mais dans quel cas? L'article le déclare : *lorsque l'estimation de la marchandise n'est pas faite par la police*. C'est alors seulement, c'est pour ce cas unique que la loi règle l'estimation sur cette base. L'assuré dans ce cas n'a ni motif, ni droit de se plaindre. Il a à s'imputer de n'avoir pas réglé l'estimation avec l'assureur.



Mais si au contraire les parties conviennent formellement d'une estimation, elles dérogent par cela même à la loi dont la disposition ne s'applique que dans le silence de la convention.

Ici la volonté exprimée des parties avait été d'exclure la règle de l'art. 340, et l'estimation au lieu du départ.

Imposer aux parties la base qu'elles avaient exclue, c'est violer ouvertement le contrat.

Ce qu'il y a d'étrange, c'est que les propres motifs du tribunal condamnent la disposition qu'il a portée.

Ne dit-il pas en effet dans ces motifs, « qu'il résulte bien » *des clauses particulières* insérées dans la police, que l'assuré ne peut être tenu de fournir la preuve de la valeur du chargement; mais non que l'assureur ait perdu le droit de « fournir *les preuves contraires*; que la présomption seulement est en faveur de l'assuré, jusqu'à ce que ces preuves aient été administrées; que l'évaluation faite de gré à gré d'une chose qui n'existait pas encore, et que l'assureur n'avait pas eu la portée d'apprécier, est toute en faveur de l'assuré à la bonne foi et à l'exactitude duquel on s'en rapportait absolument. »

Voilà les motifs qui déterminent le premier tribunal.

Le premier tribunal reconnaissait donc qu'en fait il y avait estimation;



Qu'en droit cette estimation ne pouvait être renversée que par des *preuves contraires* ;

Que c'était à l'assureur à *administrer* ces preuves ;

Qu'enfin l'assureur s'en était rapporté à l'assuré ; et qu'il avait voulu suivre sa foi.

Voilà ce que déclarent les premiers juges.

Hé bien ! quelles conséquences pourraient naître de ces points de fait et de droit reconnus ?

*Il y avait estimation*, donc il ne fallait pas appliquer l'art. 340, qui ne règle l'estimation que dans l'absence de la convention.

*L'estimation devait subsister jusqu'à la preuve contraire* : il fallait donc attendre cette preuve.

*L'assureur avait la faculté de la faire*, donc c'était à l'assureur à la faire ou à l'offrir, et non au tribunal à l'ordonner *proprio motu*.

Enfin, *l'assurance portait sur une chose qui n'existait pas encore*, donc ce n'était pas la cargaison de la Corogne connue et existante qu'il fallait faire estimer, mais la cargaison africaine que le risque a seule frappée.



Tout est donc erreur et incohérence entre les motifs et la décision.

Elle ne pourrait pas se soutenir, même en supposant qu'il n'y eût dans la police que simple estimation sans clause de renonciation, parce que ce pacte n'en contiendrait pas moins l'évaluation de la chose assurée, et par conséquent l'exclusion de l'article 340.

Mais ici il y a non-seulement estimation, il y a en outre cette clause énergique, d'abord que l'estimation convenue s'applique à toute la durée des risques, ce qui embrasse les deux parties du voyage; ensuite la dispense explicite pour l'assuré de rapporter d'autre preuve de la valeur, que la police d'assurance elle-même.

Nous avons vu, en pénétrant dans l'ancienne et dans la nouvelle loi, et dans les doctrines qui en éclairent l'interprétation, que lorsqu'il y a estimation, il faut distinguer :

Si l'estimation est pure et simple, tous les modes de preuve peuvent être admis.

Mais si, indépendamment de l'estimation, il y a pacte de renonciation à toute nouvelle estimation, alors les preuves ordinaires par voie de témoignage et d'experts sont interdites; il faut la preuve matérielle et palpable du dol.

Telle était l'espèce de la cause.



Il n'y avait donc nul motif d'admettre l'expertise lors même qu'elle aurait été demandée, et encore moins de l'ordonner d'office.

Quelles circonstances, quelles considérations ont pu entraîner le tribunal hors de ce système?

Lui apportait-on une preuve quelconque de fraude? offrait-on d'articuler quelque fait qui pût dévoiler le dol de l'estimation, ou seulement en faire suspecter la loyauté?

Nullement.

Les assureurs disaient qu'on n'avait traité à la côte d'Afrique que soixante-douze nègres, et qu'avec une cargaison de 90,000 fr., on devait en obtenir un plus grand nombre.

Mais d'abord l'évaluation des facultés ne portait pas exclusivement sur la cargaison prise de la Corogne; mais sur les facultés considérées pendant toute la durée du risque.

Ce ne serait donc pas la valeur de la cargaison de la Corogne à laquelle il faudrait exclusivement s'arrêter, car cette cargaison est hors du risque et de la question d'abandon.

L'observation serait applicable si le sinistre avait eu lieu dans le trajet de la Corogne à la côte d'Afrique, et que notre abandon se rapportât à un pareil sinistre.



Alors nous prouverions facilement que la cargaison de la Corogne avait été justement évaluée.

Ses produits à la traite ont été médiocres ; mais alors le délai qui devait mettre un terme à cette violente exploitation de la population africaine , allait expirer. Cette circonstance attira dans ce parage de nombreux navires , et la concurrence des demandes fit accroître le prix des esclaves.

Au surplus c'est sur la cargaison africaine qu'a porté le risque. C'est donc comparativement à cette cargaison seulement qu'il faudrait apprécier la justice de l'estimation de la police.

Soixante-douze nègres peuvent-ils être considérés comme ayant pu être évalués sans fraude à 90,000 fr. ?

Voilà la question.

Nous ne parlons pas du découvert de l'assuré, qui est de 25,000 fr.

Nous raisonnons d'après l'évaluation entière de la police.

Si nous raisonnions d'après la valeur des nègres à la Havane, lieu de la destination, nous trouverions que le prix le plus inférieur alors était de 2400 fr. par tête.

Mais raisonner ainsi, ce serait faire entrer dans l'assurance le profit espéré, et cela ne doit jamais être.



Du moins peut-on faire entrer dans l'assurance le profit acquis, par le résultat de la traite consommée. Nous avons vu Emérigon et Valin le déclarer en termes positifs.

Mais cette valeur, acquise à la côte d'Afrique, comment la déterminer ?

C'est précisément pour cela qu'a lieu l'estimation de la police. Il faut donc s'y tenir.

En supposant toutefois qu'on eût le droit de vérifier cette estimation, quelle base pourrait-on prendre ?

Il ne peut y en avoir de plus sûre que le taux auquel ont été portés habituellement les nègres, dans les polices même d'assurance.

En effet, il arrive fréquemment qu'au lieu de faire l'estimation en bloc, comme dans l'espèce actuelle, on la fait par tête.

Nous nous sommes procuré un certain nombre de polices, où l'estimation est faite de cette dernière manière.

Ces polices, que nous produisons, sont au nombre de huit; savoir :

Une police sur le navire *la Nostra Señora de la Pietad*, du 6 novembre 1820, où chaque nègre est évalué 1500 fr.



Une police de la même date, sur le navire *le Nuevo Paxaro*, où chaque nègre est évalué 1500 fr.

Deux polices sur *los dos Hermanos*, pour deux voyages distincts, l'une d'octobre 1817, l'autre de décembre 1818, où chaque nègre est estimé 1200 fr.

Une police du 5 octobre 1818, sur le navire *le Noticioso*.

Autre du 29 avril 1818, sur *le Vengador*.

Autre du 29 septembre 1817, sur *la Flora*.

Autre du 27 septembre 1817, sur *la Minerve*.

Dans toutes ces dernières polices, l'évaluation des nègres est à 1200 fr. par tête.

Les assureurs contesteraient-ils cette estimation?

Cela ne leur serait pas facile, car précisément on trouve sur les polices que nous produisons toutes les signatures sans exception des intimés.

Dans ces diverses polices, le prix le plus bas de chaque nègre est de 1200 fr., et le prix le plus élevé est de 1500 fr.

Prenons l'évaluation la plus commune, 1200 fr.



Nous trouvons que soixante-douze nègres représentaient un capital acquis à l'assuré, et indépendant des bénéfices ultérieurs, de 86,400 fr., c'est-à-dire d'une somme presque identiquement égale avec l'évaluation de la police.

Cette base est contradictoire entre nous ; elle émane précisément de ceux contre lesquels nous plaignons.

Il n'y avait donc ni fraude prouvée, ni suspicion de fraude dans l'estimation des polices de *la Santa Trinidad*. Il n'y avait ni supposition ni falsification.

La convention était dans les termes de l'usage, et dans la juste mesure de la valeur commerciale la plus ordinaire.

Il n'y avait donc enfin nul motif de sortir du pacte pour entrer arbitrairement dans des expertises ; nul prétexte de fouler et de méconnaître la clause de renonciation.

Ces raisons nous paraissent péremptoires et tellement puissantes que, par elles-mêmes et par elles seules, elles commandent la conviction.

Toutefois nous avons voulu les appuyer du témoignage du commerce.

Nous ne pouvions pas interroger à Bordeaux les assureurs eux-mêmes ; leur propre intérêt les eût préoccupés ; mais nous avons su qu'une maison de Nantes avait fait proposer à Bordeaux un parère sur une question identique.



Il s'agissait d'une expédition pour la Chine, avec opération intermédiaire à Calcutta. On devait apporter à Calcutta des marchandises d'Europe, et on convertit le produit en marchandises propres à être introduites en Chine.

Il arriva précisément à Calcutta, pour la cargaison d'Europe, ce qui est arrivé dans l'espèce pour la cargaison de traite apportée à la côte d'Afrique : la concurrence a fait baisser les valeurs.

Le capitaine de Nantes n'obtint avec sa cargaison à Calcutta qu'une assez modique valeur en coton et en indigo.

Le navire fut pris ensuite.

Il y eut abandon.

La police portait clause d'estimation avec renonciation.

Les assureurs refusaient de payer la perte et demandaient une nouvelle estimation, sur le seul motif, comme dans notre espèce, qu'il n'y avait pas de rapport entre la valeur de la cargaison d'Europe et celle achetée à Calcutta.

Les assurés firent alors proposer à Bordeaux un parère.

La réponse des négocians de Bordeaux, dont plusieurs sont ou assureurs, ou courtiers d'assurances, fera voir com-



ment on entend ici les principes que nous invoquons (1).

Mais ce parère, qui n'avait pas été fait pour notre question, et que le hasard nous a fait connaître, n'est pas le seul que nous ayons à produire.

Nous avons fait proposer l'espèce actuelle à Marseille et au Havre (2).

Nous ne prolongerons pas plus long-temps ces débats.

L'injustice que nous vous déferons est manifeste.

Entre deux systèmes de dispositions, dont l'un s'applique au cas où la police ne contient pas l'estimation de la chose assurée, c'est ce système que le tribunal a appliqué à une police portant estimation.

Ensuite, entre deux cargaisons soumises successivement au risque, c'est sur celle qui est hors du risque et de l'abandon, que le premier tribunal fait porter l'estimation.

Enfin, en présence d'une clause qui ajoute à la force de l'estimation pure et simple la renonciation à toute nouvelle évaluation, le premier tribunal a ordonné d'office une expertise.

(1) Voyez à la fin du Mémoire.

(2) Voyez à la fin du Mémoire.



Il y a donc à la fois violation du pacte, violation de l'équité, et cette double erreur n'a pas même pour explication une suspicion quelconque, puisque l'évaluation portait sur un bénéfice acquis, et qu'elle était renfermée dans des formes et dans des limites dont l'usage démontre l'exactitude et la nécessité.

*Monsieur CASTAIGNET, Juge, Président.*

**M<sup>e</sup>. BARRENNES,**

*Avocat.*

**M<sup>e</sup>. DUPRÉ,**

*Avoué.*



## PARÈRE, N<sup>o</sup>. 1.

En 1818, une maison de Nantes arma un navire dans l'objet d'aller à Calcutta chercher une cargaison à importer en Chine.

Elle composa à Nantes une cargaison de marchandises propres à se procurer les marchandises de l'Inde qu'elle voulait introduire en Chine.

Arrivé à Calcutta, le capitaine y trouva un grand nombre de bâtimens d'Europe; la concurrence des vendeurs avilit le prix des marchandises européennes, et celle des acheteurs rendit rares et chères les marchandises de l'Inde.

Enfin le capitaine, en cherchant à tirer tous les avantages possibles de la situation du marché, traita par échange : il livra en entier sa cargaison d'Europe, et reçut en paiement une quantité déterminée d'indigos et de cotons.

La quantité de ces dernières marchandises est constatée par la facture et le manifeste, et au surplus n'est point un objet de contestation au procès.

Près d'arriver à Canton, le navire fut attaqué par des foubans qui s'emparèrent du navire et de la cargaison; le capitaine eut le bonheur de se sauver avec son équipage,



et d'emporter avec lui les papiers de bord ; on a appris depuis que le bâtiment avait été abandonné et jeté à la côte , où une partie de la cargaison a été sauvée , et reste par conséquent à la disposition des assureurs.

Les armateurs , à Nantes , avaient fait assurer la cargaison à Londres , et elle fut estimée de gré à gré 100,000 fr. ; par le contrat d'assurance , les assureurs renoncèrent à d'autres preuves de la valeur de la cargaison que *la représentation de la police d'assurance* , et ils ajoutèrent : « *la présente estimation pour vous tenir lieu du capital, pendant la durée de nos risques.* »

Il est à remarquer que les assurés s'étaient réservé de faire assurer la prime et la prime de la prime , et qu'ils sont restés à découvert d'une partie du risque.

Les assurés , sur la connaissance du sinistre , ont fait faire abandon.

Les assureurs élèvent des contestations ; ils prétendent que la quantité des indigos et des cotons obtenus en échange de la cargaison chargée en Europe , ne correspond pas à la valeur estimative faite de gré à gré de cette dernière cargaison , et ils demandent que la valeur de la somme assurée soit réduite , ou bien que l'assuré soit tenu de produire devant des experts les factures et connaissements du chargement fait en Europe , pour qu'il soit procédé par ces experts à l'évaluation de ce chargement.

Les assurés répondent :

Qu'ils ne sont point tenus , d'après leur contrat d'assurance , de produire d'autre preuve de la valeur de la car-



gaison chargée en Europe , que *la représentation de la police d'assurance.*

Que l'on ne peut pas juger de la valeur des marchandises d'Europe par la quantité des marchandises de l'Inde que l'on peut obtenir en échange sur les bords du Gange , puisque les marchandises n'ont jamais qu'une valeur relative qui ne se constitue qu'en raison de la plus ou moins grande demande qu'elles éprouvent sur un marché , et qu'il est constant qu'à l'époque où le bâtiment expédié de Nantes arriva à Calcutta , les marchandises d'Europe y étaient très-abondantes , et que celles de l'Inde y étaient très-demandées.

Les assurés ajoutent que , d'après le prix-courant de Canton , si leur navire était arrivé dans ce dernier port , ils auraient obtenu une somme plus que double de la valeur estimative de la cargaison d'Europe.

Enfin , ils font remarquer surabondamment qu'ils ont fait assurer plusieurs opérations semblables qui sont arrivées à bien à leurs destinations ; qu'ils ont fidèlement payé les primes sur la valeur assurée , et que c'est pour la première fois , et lorsqu'il faut payer les pertes dont ils se sont rendus garans , que Messieurs les assureurs élèvent des contestations sur l'évaluation faite de gré à gré de la chose assurée.

Tel est l'exposé des faits.

Les assurés demandent si , d'après la convention expresse établie dans le contrat d'assurance , ils sont tenus de se soumettre à une nouvelle évaluation de la cargaison chargée en Europe , et si on peut appeler des experts à faire cette évaluation , ou bien si Messieurs les assureurs doivent être obligés



purement et simplement à payer la somme assurée, d'après l'estimation faite de gré à gré par la police, et sous la simple déduction de la prime.

*Paris, le 30 octobre 1821.*

Les soussignés, qui ont pris connaissance des faits contenus dans le parère annexé, sont d'avis que les assureurs de Londres ne peuvent se refuser au paiement de la somme de 100,000 fr.

Les conventions légalement formées, tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Ce principe général du droit serait d'autant plus applicable à l'espèce, si l'assurance avait été souscrite en France, que l'article 339 du Code de commerce dispose, « que si la » valeur des marchandises n'est point fixée par le contrat, » on a recours aux livres ou aux factures etc. » Or ce n'est qu'en cas de non fixation dans le contrat qu'on a recours à d'autres documens, pour reconnaître la valeur des objets assurés; c'est dire d'une manière expresse que lorsque le contrat fixe la valeur, on n'a plus besoin d'autre renseignement.

En fait, comment peut-on agir d'une manière différente que de convenir de la valeur de gré à gré, lorsqu'il s'agit d'une assurance en marchandises pour *aller et retour*? Les marchandises *d'aller* ont plus ou moins de valeur, suivant le cours du lieu de destination; celles *en retour* produisent plus ou moins suivant la quantité obtenue en échange, et suivant la valeur qu'elles pourraient avoir au retour du navire.



C'est dans cette conjoncture que, pour couper court à toute discussion, on fixe de gré à gré la valeur donnée à l'opération liée tant pour aller que pour retour, laquelle dans l'espèce a été établie à 100,000 fr.

Il suffit de prouver que le chargement d'aller ait eu lieu, pour qu'en cas de sinistre la somme assurée soit payée, n'importe le chargement en retour.

Entr'autres exemples on peut citer celui du navire *le Bordelais*, armé par M. Balguerie Junior. Cet armateur fit une opération semblable, et évalua sa cargaison à 120,000 fr.

Dans le cours de son voyage, il survint des avaries au navire; une grande partie du produit des marchandises en Amérique fut employée à des dépenses pour le réparer, de manière qu'il n'y avait en retour qu'une valeur de 9 à 10 mille piastres en marchandises.

Le navire arriva, et M. Balguerie paya la prime sur 120,000 fr. Pourquoi cela? Parce que l'évaluation étant ainsi faite, il n'y avait pas lieu à revenir; parce qu'enfin armé de son contrat, M. Balguerie aurait, en cas de perte, réclamé 120,000 fr. de ses assureurs, et que ceux-ci n'auraient pu se dispenser de payer. On observe qu'il s'agissait d'une prime de 20 pour cent.

Dans l'espèce actuelle, bien loin qu'il y ait eu en retour une moindre somme chargée, il paraît que la valeur dépasse la somme assurée. Cette circonstance donne à la réclamation de l'assuré un motif d'équité qui lui serait bien favorable, si d'ailleurs le droit n'était pas tout entier en sa faveur.

En résumé, l'évaluation convenue tient lieu de capital. Le



chargement étant prouvé, la prime est due, et l'assureur doit la perte.

Qu'on considère la question en droit, qu'on la considère en point d'équité, il ne peut se dispenser de payer.

Cette question n'en serait pas une en France.

LOUIS CARDOZE, *Arbitre de commerce.*

BALGUERIE JUNIOR.

B. LORIAGUE.

DANIEL GUESTIER.

DEYME, *Courtier d'assurances.*

FLORENTIN APIAU.

S. ALEXANDRE FILS, *Arbitre de commerce.*

FAURE FRÈRES, *ex-assureurs.*

F. BOEREAU, *Courtier d'assurances.*

J.-B. COURAU, *Syndic des assureurs,*

*expliquant que cette assurance est*

*en forme de pacte.*

---

## PARÈRE, N°. 2.

En avril 1819, une maison de la Corogne arma le navire *la Trinidad*, dans l'objet d'aller à la côte d'Afrique acheter des noirs, et les apporter à la Havane.

Elle composa une cargaison de marchandises propres à exécuter l'achat des noirs.

Elle fit assurer à Bordeaux sa cargaison pour 90,000 fr. à raison de 26  $\frac{1}{4}$  et 30  $\frac{1}{4}$  pour cent.

La cargaison fut estimée de gré à gré 90,000 fr., et les assureurs renoncèrent à d'autres preuves de la valeur de la cargaison, que *la représentation de la police d'assurance.*



Ils ajoutèrent : « *la présente estimation pour vous tenir lieu du capital, pendant la durée de nos risques* ».

Il est à remarquer que n'ayant fait assurer que 90,000 fr., et l'assuré restant à découvert de la prime sur cette somme de..... 90,000 fr.

Il y a à déduire les primes ci-après :

26 $\frac{1}{4}$ p. % sur 60,000 fr.....	15,750 fr.	} 24,825
30 $\frac{1}{4}$ p. % sur 30,000 fr.....	9,075	
		<hr/> 65,175 fr.

Il résulte donc que l'assuré n'était couvert que d'une somme bien inférieure à celle dont la valeur a été reconnue contradictoirement entre les assureurs et l'assuré.

Le navire *la Trinidad* arriva aux marchés de la côte d'Afrique, à une époque où l'approche du terme du traité qui autorisait ce commerce, avait provoqué un très-grand nombre d'opérations.

Les marchandises de traite étaient abondantes sur ces marchés, et par suite leur valeur était avilie; les noirs étaient rares relativement aux demandes des acheteurs.

Le capitaine ne put se procurer, pour le montant de sa cargaison, que soixante-douze noirs.

Sur soixante-douze noirs, deux périrent dans la traversée. Ce bâtiment était déjà arrivé dans les eaux de l'île de Cuba, lorsqu'il fut arrêté par un corsaire pirate qui s'empara du navire et de la cargaison.

Si ces noirs fussent arrivés à la Havane, leur moindre valeur aurait été de 2,400 fr. pièce.



L'assuré a fait abandon aux assureurs du navire et de la cargaison, et a réclamé d'eux le montant des sommes assurées, déduction faite de la prime et de  $\frac{2}{72}$  mes. pour la perte de deux noirs, qui n'est pas à leur charge.

Les assureurs se sont refusés au paiement, en prétendant que soixante-douze noirs n'avaient jamais pu valoir 90,000 f.; que cette évaluation ne répondait pas à ce que coûtaient ordinairement les noirs à la côte d'Afrique; qu'il fallait rapporter la preuve du chargement fait en Europe, exhiber les factures d'achat, et les soumettre même à la vérification d'experts.

L'assuré a répondu : que l'on ne pouvait pas juger de la valeur de la chose assurée par le coût des noirs à la côte d'Afrique, et que la valeur à la côte d'Afrique de la cargaison transportée d'Europe, était subordonnée à la situation momentanée des marchés.

Que lorsqu'il y a une grande abondance de marchandises et une rareté relative de noirs, la même quantité de marchandises, qui sert de monnaie pour les échanges, ne peut pas procurer une quantité aussi considérable de noirs.

Que c'est pour éviter toute discussion sur l'évaluation de la cargaison prise en Europe, et qui forme véritablement le coût des noirs que l'on se procure en Afrique, que l'on a fait stipuler dans le contrat une évaluation de gré à gré, en se dispensant de rapporter d'autre preuve de la valeur reconnue, que la présentation de la police.

Que l'on ne peut attaquer un semblable contrat que pour dol ou pour fraude; et que comme le dol ou la fraude



ne se présument pas, il faut qu'ils en précisent l'accusation, et qu'ils se chargent d'en administrer les preuves ; mais comme les assureurs ne pourraient point prouver ce qui n'a pas existé, et que, par suite, ils seraient passibles de dommages et intérêts, ils se garderaient bien d'avancer qu'il y a dol ou fraude.

L'assuré ajoute qu'il a fait faire plusieurs assurances semblables ; qu'il a religieusement payé les primes aux mêmes assureurs, et qu'il n'était venu jusqu'ici dans la pensée à aucun d'eux, d'élever des doutes sur la valeur estimative des cargaisons.

Cette estimation de 90,000 fr. est d'ailleurs analogue à celles que l'on est assez habitué à donner en d'autres termes à Bordeaux à chaque tête de noir, que l'on évalue généralement, et sans que nos assureurs l'aient jamais contesté, de mille à quatorze cents francs, dès le moment de l'embarquement à la côte d'Afrique. Or, soixante-douze noirs, à l'estimation moyenne de douze cents francs, donneraient pour résultat 86,400 fr.

L'assuré demande si, d'après les termes du contrat, l'assureur peut contester la valeur de la cargaison réglée par la police, et se dispenser de payer intégralement la somme assurée, et sous d'autres déductions que celles de la prime et de la valeur des deux noirs perdus pendant la traversée.

*Bordeaux, le 30 octobre 1821.*

Les négocians de Marseille soussignés, qui ont pris con-



naissance de l'exposé qui précède, sont d'avis que la police d'assurance dont il est question, ayant fixé de gré à gré la valeur de la cargaison, il n'y a pas lieu de la part des assureurs de contester le paiement de la perte demandée sous le prétexte d'une trop forte évaluation des facultés mises en risque, puisque l'un des pactes fondamentaux de la police d'assurance porte que la cargaison est évaluée à la somme assurée pour tenir lieu de capital pendant la durée des risques, et que les assureurs ont renoncé à toute autre preuve de la valeur que la représentation de la police qui en a fixé l'estimation de gré à gré.

Qu'il est bien vrai que, par l'article 340 du Code de commerce, il est dit que si l'assurance est faite sur le retour d'un pays où le commerce ne se fait que par troc, l'évaluation des marchandises doit être fixée par la valeur de celles qui ont été données en échange en y ajoutant les frais de transport, mais pour le cas seulement, porte l'article 340, où l'évaluation des marchandises n'a pas été faite par la police. Or, par la police dont il est question, l'évaluation a été consentie de gré à gré; il n'y a donc vraiment pas lieu de la part des assureurs d'exiger de l'assuré d'autre justification de la valeur que la représentation de la police à laquelle ils se sont soumis.

Qu'il n'y aurait que le cas de dol ou de fraude qui pourrait donner lieu aux assureurs de quereller une semblable évaluation; mais alors ce serait à leur charge d'en administrer la preuve, et nullement à l'assuré de donner les justifications que demandent les assureurs, puisque, par le



contrat, ceux-ci se sont soumis formellement à n'exiger de la part de l'assuré d'autre preuve de la valeur de la cargaison que la représentation de la police où elle a été fixée de gré à gré entre les parties.

Que du reste il est notoire sur la place de Marseille que, dans de pareilles assurances, il a toujours été fixé une évaluation d'environ douze cents francs par chaque tête de noirs assurés, d'où il résulte qu'en tenant compte des primes d'assurance qui vont en augmentation du capital, il y a même dans le risque dont il est question aliment suffisant pour l'assurance qui fait l'objet de la contestation, en ne tablant que sur l'évaluation la plus courante sur notre place.

En foi de quoi, nous avons signé la présente déclaration à Marseille, le vingt-un novembre 1821.

BERNADET, REGUY ET COMP<sup>e</sup>.

P. CHAVE.

AUGUSTE LAFOND.

BOURNICHON PÈRE ET FILS.

BOSTOMD.

RABAUD FRÈRES & C<sup>e</sup>.

SALAVY PÈRE & FILS.

---

## PARÈRE, N<sup>o</sup>. 3.

Sur le même exposé, les négocians du Havre soussignés ont répondu ce qui suit :

Nous soussignés, négocians et assureurs sur la place du Havre, ayant pris connaissance du parère ci-dessus, nous estimons que :



L'assureur ne peut contester la valeur de la cargaison réglée par la police, ni se dispenser de payer intégralement la somme assurée, sous d'autres déductions que celles de la prime et de la valeur des deux noirs perdus dans la traversée, à moins qu'il ne prouve dol ou fraude de la part de l'assuré; parce qu'en thèse générale, lorsqu'il y a *perte totale* sur une police dont la valeur est fixée de gré à gré, l'assuré n'est pas tenu à rapporter la preuve de l'évaluation, puisqu'elle est *fixée et admise* par la police. Il y a seulement à prouver que la propriété était à bord.

Havre, ce 24 novembre 1821.

J. LARREGUY, par procuration de  
Jean de Foncin & Larreguy.  
DU KOVERAY D'IVERNOIS & C.  
LAMBERT.

MARTIN LAFFITTE.  
Q<sup>u</sup>. UXARTEL.  
P. DELESSERT.

19 juillet 1822 arrêt qui fait droit de Larreguy  
et condamne le assureur à payer, par un seul et simple  
la totalité de la somme assurée.



L'assureur ne peut contester la valeur de la cargaison  
réglée par la police, ni se dispenser de payer intégralement  
la somme assurée, sous d'autres déductions que celles de  
la prime et de la valeur des deux mois perdue sans la tra-  
versée, à moins qu'il ne prouve d'abord qu'il y a perte  
de l'assuré; parce qu'en thèse générale, lorsqu'il y a perte  
totale sur une police dont la valeur est fixée de gré à gré,  
l'assuré n'est pas tenu à rapporter la preuve de l'évaluation,  
puisque elle est fixée et admise par la police. Il y a seule-  
ment à prouver que la propriété était à bord.

Enfin, ce ne peut être que par

J. FABRETTI, notaire à Paris.  
J. FABRETTI, notaire à Paris.  
DU ROYER, DUBOIS & C<sup>ie</sup>,  
LAVOIR.

19 Juillet 1882  
La table de  
est renvoyée à  
19 Juillet 1882